

LE PRINTEMPS ARABE : UNE RÉVOLUTION CONTESTÉE

Résultat : même pas l'illusion
d'une post-dictature(18^e partie et fin)

Le recul de la souveraineté des Etats du «printemps» devant les Etats-Unis, mais même devant le Qatar et l'Arabie Saoudite, qui s'ingèrent impunément dans leurs affaires intérieures. Cette régression de l'autonomie de décision étatique touche tous les pays arabes, y compris l'Algérie, du fait non seulement des pressions américaines mais d'un opportunisme qui fait croire que l'on peut être toléré en courbant l'échine.

Le 22 février 2011, Philip Crowley, porte-parole du Département d'Etat, ose écrire un tweet sur internet : «La décision du gouvernement algérien de lever l'état d'urgence est positive, mais elle doit se traduire par une extension des libertés et un véritable changement.» Par conséquent, Bouteflika va offrir à la Maison-Blanche plus qu'elle n'espérait : un engagement plus grand au sein de l'Otan, renforcer Africom et les intérêts économiques américains. Le Maroc a, certes, fait des avancées grâce au «printemps arabe», mais il s'est indéniablement aligné davantage sur les pays du Golfe, sur la France et les Etats-Unis d'Amérique, probablement aussi pour l'affaire du Sahara occidental.

Un plan d'une extrême sophistication, sous nos yeux, a permis d'écarter des raïs, non sans engendrer d'énormes dégâts et causer des milliers de morts. Les cas libyen et syrien montrent que ce ne sont pas seulement les raïs qui étaient visés : ce qui était visé, d'abord et avant tout, c'était le modèle politique de l'Etat-nation articulé sur une Constitution moderne, séculière. D'ailleurs, tous les nouveaux décideurs politiques du «printemps arabe» se sont empressés de changer ou voulu changer le texte fondateur dans un sens qui est une régression par rapport à celui de l'ancien «régime», notamment pour les minorités et les femmes. La deuxième régression fondamentale qui a suivi le «printemps arabe» est celle de l'axe de la résistance au profit de l'axe de la compromission face à Israël et aux Etats-Unis : cela a permis d'engager un plan de démantèlement et de remodelage des frontières afin d'émietter les Etats qui existent en mini-Etats à caractère ethniques et communautaires. Le vice-président américain Joe Biden a dit une chose juste sur la guerre livrée par l'OTAN à la Libye au nom de l'ingérence humanitaire, et plus précisément du droit de protéger de l'ONU : «Dans cette affaire, l'Amérique a dépensé 2 milliards de dollars et n'a pas perdu une seule vie. C'est plus de cette manière que nous traiterons les affaires du monde à l'avenir.» Il n'a pas à donner la liste des cibles à venir, elles sont toutes désignées.

Après avoir analysé la composante des acteurs interdépendants du «printemps arabe», après avoir compris que même le timing était déterminé à l'avance, il est indéniable que cette stratégie – digne de grands maîtres des échecs et du billard – n'a pas été le fait du seul département d'Hillary Clinton : elle a impliqué de grands stratèges militaires de deux pays au moins, les Etats-Unis et le Qatar, qui ont coordonné toutes les actions du plan pour tirer le



Morsi utilise le jeu démocratique comme marchepied pour instaurer une théocratie.

meilleur bénéfice des pièces qui tombent afin de faire tomber la suivante. Est-il possible que la France et l'Angleterre n'aient été prévenues du plan «printemps arabe» par les Etats-Unis que s'agissant de la Libye où ils ont été impliqués dès le départ ? L'opération contre la Libye entre dans le plan «printemps arabe» comme les précédentes et les suivantes. Le «printemps arabe» est une opération commandée par les Etats-Unis, avec des rôles selon les étapes des «matches». D'ailleurs, il n'est pas possible que l'obligé des Etats-Unis, le Qatar, entreprenne une opération avec la France aux fins de déstabiliser la Libye sans aviser Washington. Est-il possible que la France et la Grande-Bretagne lancent des manœuvres militaires conjointes en novembre 2010 (code de l'opération : «Southern Mistral 11») sans aviser Washington ? (Lire 9^e partie)

Des «printemps» contagieux aux désillusions de masses

Cohérent et précis, le plan de la Maison-Blanche et du Pentagone a été exécuté dans le respect de ses phases successives, en allant du problème le plus simple au plus compliqué, commençant par la Tunisie, puis l'Égypte pour abattre la Libye dans une parfaite théorie des dominos ; ensuite de grouper les forces de ces trois pays pour renforcer l'attaque contre la Syrie.

Le Yémen était un détail, mais il aura déjà servi à faire croire qu'une révolution est contagieuse, outre le rôle de ses djihadistes qui alimentent le foyer anti-syrien et un terrorisme international crucial pour justifier l'impérialisme états-unien. L'Arabie Saoudite et le Qatar paieront la facture pour que l'Oncle Sam sévisse. Pas une seule goutte de sang américain n'a été versée dans la guerre version 2.0. Mais ce «printemps» a fait couler beaucoup de sang libyen, tunisien, égyptien, syrien... Il semble même avoir définitivement ouvert les robinets du sang arabe, les anciens vassaux de

l'Oncle Sam disposés à financer les expéditions de la mort et les nouveaux vassaux, prêts à envoyer leurs fils tuer et se faire tuer au nom de l'absurde. Le «printemps arabe» semble avoir bel et bien ouvert le champ au chaos constructeur tel que conçu par les néoconservateurs de la Maison-Blanche pour les peuples dont ils convoient les richesses.

Grâce au wahhabisme, l'impérialisme a pu redéfinir ses thèses faisant de la trahison un droit inhérent à la liberté de pensée. C'est au nom de ce droit que les Etats-Unis s'ingèrent dans les affaires internes des pays pour défendre leurs agents et collaborateurs, même dans des affaires non politiques de droit commun comme ils l'ont fait pour le Tunisien Soufiane Chourabi alors qu'il a été arrêté pour saoulerie en plein Ramadan (lire 17^e partie) ! C'est l'écrivain

Serge Latouche qui écrivait que l'enjeu réel de la colonisation était celui de «la conquête des esprits et des imaginaires». Fondamental pour la survie du libéralisme, comme l'ont défini les plus grands théoriciens, dont Karl Marx, l'impérialisme se redéfinit, se re-théorise, se re-légitime et se donne perpétuellement une virginité pour faire de son image celle d'un bon Samaritain que les médias, y compris ceux à la solde du Qatar et de l'Arabie Saoudite, se chargeront de légitimer davantage. La position qatarie, saoudienne, des pays du Golfe et des wahhabites, d'une manière générale contre les raïs déchus, n'est pas superficielle : elle s'articule sur leur idéologie, ce wahhabisme camouflé sous des masques divers (Frères musulmans, salafistes, «islamistes modérés»...) Tout en disant agir au nom de la démocratie, ils en sapent les principes premiers qui sont l'Etat séculier : ils l'ont fait en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen, en Syrie, de manière résolue et impitoyable et sanguinaire.

Les agissements des Frères musulmans en Égypte et les velléités de changer la Constitution en Tunisie et en Libye attestent que les «islamistes» utilisent le jeu démocratique comme marchepied pour instaurer une théocratie en espérant saper les institutions démocratiques de l'intérieur.

Le «printemps arabe» a eu raison de l'ordre ancien dans lequel se coulaient les Arabes et qui leur a permis de passer l'écueil de la guerre froide sans trop de périls, car il n'y a pas eu de remodelage de frontières depuis les accords de Sykes-Picot, à part celles de la Palestine. Aujourd'hui, les Arabes semblent avoir tous rejoint le camp américain : il est donc logique que l'Oncle Sam leur désigne un contremaître de leur race, cet émir qatari qui ne lésine pas sur les coups de bâton. Désormais intouchable, le Qatar se met à financer des partis islamistes dans tous les pays arabes au mépris des lois nationales sans que quiconque lui tire les oreilles.

Du moment qu'il finance les opérations de déstabilisation, les guerres de basse intensité et autres coups bas de l'Oncle

Le «printemps arabe» semble avoir bel et bien ouvert le champ au chaos constructeur tel que conçu par les néoconservateurs de la Maison-Blanche pour les peuples dont ils convoient les richesses.

Par Ali El Hadj Tahar
elhadjtaharali@gmail.com

Sam, se rendant ainsi nécessaires pour toute action en terre arabe, il est désormais impliqué dans la redéfinition de la carte du monde et rétribué par la possibilité d'installer ses copains salafistes ou fréristes aux commandes des pays conquis.

Les rumeurs sur ces raïs appelés dictateurs

Dans les pays du «printemps», le rêve d'une démocratie n'a même pas engendré une post-dictature. Mais les rumeurs les plus folles sur les raïs déchus continuent de courir alors que les gouvernements sont incapables d'apporter les preuves des accusations qui les ont portés au pouvoir : la fortune de Ben Ali, disait-on, serait de 45 milliards de dollars, celle de Moubarak entre 40 et 70 milliards de dollars, soit parmi les premières fortunes de la planète alors qu'ils ne disposent ni d'usines ni de puits de pétrole ; la rumeur les a fait plus riches que certains émirs des EAU, du Qatar et le roi d'Arabie

Saoudite, dont nul d'ailleurs ne questionne la fortune, cependant ! La foule a été manipulée ; peu importe la vérité aujourd'hui.

Dans une prochaine étude intitulée «Ces raïs appelés dictateurs», nous verrons avec d'autres faits et d'autres preuves et arguments que le «printemps arabe» est un complot américain auquel s'inscrivent des intérêts français et anglais, évidemment toujours avec l'électron qatari. Nous verrons comment s'est fait le coup d'Etat contre Ben Ali et celui contre Moubarak et comment le complot contre Kadhafi s'est transformé en guerre totale de l'OTAN contre un Etat indépendant.

Les données économiques de chacun de ces pays vont attester que les réalisations des raïs déchus sont très honorables, plus que ceux de leurs prédécesseurs en tout cas, bien que les poncifs et les rumeurs aient toujours la peau dure car ressassés par des médias devenus des spécialistes de la propagande et de la désinformation.

Dans cette étude, nous irons au détail, creuser le cœur de ces «dictatures» sans statues à la Saddam, ces raïs sans armes de destruction massive, ces chefs d'Etat dont l'un a laissé des coffres pleins d'or et les comptes gorgés d'argent, et qui tous ont perpétré un nationalisme qui faisait la fierté des peuples il y a à peine cinq ans. Nous parlerons donc de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi, de Abdallah Salah et de Bachar El-Assad : il s'agira de politique mais aussi d'économie, de chiffres, surtout.

Des chiffres qui attestent des réalisations énormes effectuées en Tunisie, en Syrie et en Libye surtout, un pays qui n'était que sable en 1969 lorsqu'eut lieu la vraie révolution contre la monarchie dont 94% des sujets étaient analphabètes et tous les champs de pétrole du pays étaient gérés par les Britanniques depuis 1955. Non, aucun «dictateur» arabe n'a fait couler autant de sang que le plus sage des présidents américains.

Non, aucun des «dictateurs» arabes déchus ne mérite le sort qui lui a été réservé dans son propre pays.

A. E. T.